

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 29/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EUREDEN**

Kérichard  
22170 Châtaudren-Plouagat

Code AIOT : 0005500289

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement EUREDEN implanté Kérichard 22170 Châtaudren-Plouagat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Action régionale de contrôle inopiné du plan d'urgence du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUREDEN
- Kérichard 22170 Châtaudren-Plouagat
- Code AIOT : 0005500289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site d'EUREDEN de Châtaudren-Plouagat comprend deux activités distinctes : l'une de fabrication d'aliments pour le bétail, comprenant notamment des stockages de céréales en silos, et l'autre de stockage d'engrais solides dont certains contiennent des nitrates d'ammonium.

L'activité de fabrication d'aliment pour le bétail est classé sous la rubrique IED n° 3642 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires pour animaux).

La quantité d'engrais concernés par la réglementation ICPE justifie le classement du site sous le statut SEVESO seuil bas.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Plans d'urgence

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'Opération Interne – Elaboration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	Demande d'action corrective	1 mois
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49	Demande d'action corrective	1 mois
8	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art.50	Demande d'action corrective	1 mois
9	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande d'action corrective	1 mois
11	Plan d'Opération Interne - Produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e	Sans objet
4	Plan d'Opération Interne – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne – Service d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f	Sans objet
10	Plan d'Opération Interne - Prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-i	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	environnementaux		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée en inopiné a permis de mettre en évidence une organisation fragile en matière de gestion d'un sinistre. La mise à jour récente et encore non finalisée du POI et les actions de formations déjà programmées par l'exploitant devraient permettre davantage de robustesse à ce niveau. L'inspection a également constaté que le stockage des emballages combustibles avait été déplacé sur le site, dans un local contigu au stockage vrac d'engrais, sans que l'administration ait été informée de cette modification et sans analyse de risque. Par ailleurs, les documents permettant d'établir l'état des stocks sont à améliorer pour répondre pleinement aux objectifs réglementaires de gestion d'un événement accidentel et d'information de la population.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'Opération Interne – Elaboration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b>  La version du POI de mai 2013 dont dispose l'inspection n'est plus celle en vigueur sur le site (version de décembre 2022). Le jour de l'exercice, l'exploitant s'appuie également sur une version d'octobre 2023 en cours de finalisation. Un exemplaire du POI version octobre 2023 a été transmise à l'inspection après l'exercice. L'exploitant indique que le dernier test du POI a été réalisé en avril 2022 mais n'a pas pu présenter le compte-rendu de cet exercice.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet sous 1 mois le compte-rendu de l'exercice POI de 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<b>Constats :</b> Voir le détail du déroulé dans l'annexe confidentielle.

<p>Pour le scénario retenu le jour de l'exercice (incendie du local de stockage d'emballage et de la zone de stockage de palette), les actions d'intervention prévues dans le POI ont globalement été réalisées (levée de doute, évacuation du site, appel des pompiers, isolement du bassin de confinement). L'inspection note cependant que les équipements de protection individuelle identifiés dans le POI (Appareil Respiratoire Isolant) pour ce scénario n'ont pas été utilisés.</p> <p>De plus, il s'avère que le stockage d'emballage et des palettes n'est plus réalisé aux emplacements identifiés dans le POI (bâtiment IF) et l'EDD de 2018, mais dans le local contigu au stockage vrac d'engrais et à la ligne d'ensachage (pour les emballages) et près du portail d'accès au site pour les palettes. L'impact de cette modification en termes de risque accidentel n'a pas été analysé, notamment la possibilité d'un effet domino de l'incendie des emballages sur le stockage d'engrais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI version octobre 2023 comporte les coordonnées de la préfecture 22 (et de l'UD22) et la nature des informations à transmettre en cas de déclenchement du POI. Ces dispositions n'ont pas été testées lors de cet exercice. L'exploitant a été invité à les tester lors de son prochain exercice.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Plan d'Opération Interne – Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une formation de l'ensemble des personnels du site était programmée le 18 mars 2024 afin de présenter les actions et fonctions du plan d'urgence à mettre en œuvre en cas de sinistre. Une formation au port de l'ARI est également prévue en juin 2024 pour les deux agents d'intervention du site.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 5 : Plan d'Opération Interne – Alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
<b>Constats :</b>  Au retentissement de l'alarme incendie, les personnels du site et les chauffeurs présents, se sont rapidement regroupés vers le portail d'accès au site. Le recensement est assuré par l'agent d'accueil du site. L'inspection note cependant qu'aucun panneau de regroupement ne signale cet emplacement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour matérialiser, sous 1 mois, l'emplacement du point de regroupement des personnels en cas de sinistre sur la partie fertilisation/engrais du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Plan d'Opération Interne – Service d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-f
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
<b>Constats :</b>  L'agent d'accueil du site, positionnée au niveau du portail d'accès, est chargée d'accueillir les services de secours et de leur transmettre les informations nécessaires, notamment l'état des stocks placé dans la boîte de secours présente à l'entrée du site. Le jour de l'exercice cette boîte contient plusieurs exemplaires de l'état des stocks et des plans plastifiés. Le contenu de cette boîte est relativement mouillé. L'inspection invite l'exploitant à ne pas accumuler les exemplaires d'état des stocks de plusieurs jours dans cette boîte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité de l'État des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks présenté le jour de l'exercice ne concerne que les substances et produits dangereux présents sur site, les emballages combustibles (sacs plastique et palettes) ou autres matières combustibles non dangereuses ne sont pas recensés. L'inspection a vérifié par sondage que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des matières dangereuses recensées dans l'état des stocks. L'exploitant précise que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement et placé dans la boîte de secours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant intègre sous 1 mois à l'état des stocks les matières combustibles non dangereuses stockées sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art.50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet</p>

<p>de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks présenté le jour de l'exercice n'indique pas de famille de mention de dangers mais directement les rubriques 4000 associées aux produits dangereux stockés. L'inspection indique à l'exploitant que cette donnée est peu exploitable par les services de secours et qu'il est préférable de mentionner, pour les engrais, le type (ammonitrate, engrais non nitrique...) et le risque principal associé (détonation, décomposition auto-entretenue,...) plutôt que la rubrique 4000. De plus, une présentation agrégée des tonnages par type de danger et localisation est préférable à une présentation par nom et référence de produit. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne version octobre 2023 et l'exploitant a confirmé qu'il était également accessible à distance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met à jour sous 1 mois l'état des stocks pour qu'il comporte les informations requises par la réglementation aux fins de la gestion d'un événement accidentel et de l'information de la population.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prélèvements environnementaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</li> </ul> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la stratégie pour mener les premiers prélèvements environnementaux</p>



<p>était en cours de finalisation avec la société SOCOTEC. Les principales dispositions pour mener ces prélèvements ont été intégrées au POI de 2023 (numéro d'appel SOCOTEC, substances à rechercher...). Il convient de compléter le POI en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements à mobiliser, par substance et milieu,</li> <li>- les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met à jour sous 1 mois le POI pour qu'il comporte les informations requises par la réglementation en ce qui concerne les premiers prélèvements environnementaux et la remise en état et nettoyage de l'environnement après un sinistre majeur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 10 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-i</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Substances Prélèvements environnementaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant confirme que les premiers prélèvements environnementaux ne concernent pour ce site que les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. La dernière étude des dangers n'identifie pas d'effet toxique en dehors de limites de propriété, ni de substance générant des inconvénients forts sur de grandes distances pour ce site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Plan d'Opération Interne - Produits de décomposition

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits de décomposition</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI de 2023 liste les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie des</p>

engrais sur site. Il convient de vérifier la complétude de cette liste au regard des autres produits combustibles susceptibles d'être stockés sur site (sacs plastiques, produits dangereux hors engrais...).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant vérifie sous 1 mois que la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie est exhaustive et met à jour le POI dans les mêmes délais si nécessaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois